



Rencontre Fonderies Renault

Le Mans le 16 juillet 2020

La coordination CGT RENAULT a souhaité rassembler jeudi 16 juillet au Mans l'ensemble des Fonderies Renault et sous-traitantes pour faire le point sur la situation et l'avenir des sites.

Les Fonderies du Mans, de Cléon, de Bretagne, Liberty Poitou et Châteauroux, Eurocast Châteauroux et MBF St Claude étaient représentées.

Les camarades de la fédération de la métallurgie ont été audités par le cabinet BERGER, missionné par le Ministère de l'Industrie, pour faire un état des lieux des fonderies en France. Il ressort de cette analyse que ce secteur d'activité garde du potentiel, mais que dans les années à venir le paysage industriel devra considérablement évoluer. Ce cabinet distingue deux grands marchés essentiellement en aluminium (pour lui, la fonte va s'éteindre rapidement), un en coulée gravitaire/ basse pression et un en coulée haute pression.

Selon ce cabinet, la solution serait de créer deux grands champions Français en éliminant les petits acteurs du secteur. Aujourd'hui, le marché se compose pour 20 à 30% de fonderies intégrées (Renault et PSA), pour 50% de Fonderies indépendantes (Linamar, GMD, St Jean industries, Liberty, SAB...) et 20 à 30% de fonderies de niche.

Dans son analyse, le cabinet BERGER estime que d'ici à 2030 (voir 2025 à cause du COVID) le secteur devrait enregistrer une perte d'emploi de l'ordre de 39% (5200 emplois sur 13 500 actuellement).

Depuis le début de l'année, les constructeurs automobiles annoncent des plans d'économie qui se traduisent par des fermetures de sites et des licenciements. Pour le groupe Renault/Nissan, on compte la fermeture de 3 sites en Espagne et 2 restructurations avec la perte de 2 500 emplois. En France, la fermeture de Choisy le Roi, l'inquiétude pour les sites de Flins, Fonderie de Bretagne et Dieppe, mais c'est en fait l'ensemble des sites Français qui sont menacés soit par une restructuration, soit par une fermeture pure et simple. En Angleterre, le site de Sunderland est lui aussi menacé soit par une fermeture en cas de Brexit « dur » soit par une baisse d'activité et des pertes d'emplois.

La Direction Générale de RENAULT cache les informations sur la stratégie globale du groupe pour ce plan d'économie et laisse planer le doute sur les sites qui seront touchés

en France et en Europe. La CGT a décidé d'attaquer la Direction au tribunal sur le manque d'informations données aux IRP.

Devant ces attaques sur l'avenir des Fonderies, il faut que la CGT fasse des propositions alternatives pour contrer l'idée que l'industrie automobile n'aurait plus d'avenir en France. Pour les fonderies, la coordination propose de s'appuyer sur les propositions de la CGT avec la possibilité de construire un million de véhicule Renault/ Dacia en France et la fabrication d'un petit véhicule électrique à faible coût (ce qui correspond au besoin du marché Français), tout en démontrant qu'on peut préserver les fabrications à l'étranger avec l'amélioration des besoins sociaux et environnementaux (réduction du temps de travail, amélioration des conditions de travail, respect des normes environnementales...).

La coordination propose que sur chaque sites, un état des lieux soit fait, de remonter les capacités de chacun à produire et faire une synthèse de tous les sites pour prouver que nous sommes en capacité de répondre à la production automobile en France et de répondre aux besoins sociétaux et environnementaux que les hommes politique vantent souvent.

Les camarades ont décidé de se revoir en septembre pour établir un document global qui pourra servir sur tous les sites.

La CGT